



LE BRÉSIL : PLACE D'UNE PUISSANCE ÉMERGENTE EN AFRIQUE

par Houlaïfat SAID OMAR

Houlaïfat SAID OMAR est actuellement diplômée en Master 2 d'Histoire Contemporaine à la Sorbonne (Paris-Sorbonne Paris IV).

Spécialisée dans les Relations Économiques Internationales, ses recherches se sont portées sur le fonctionnement des organismes internationaux. Son premier travail de recherche s'intéresse au G-20, et, à la place du Brésil dans cet organisme en tant que puissance régionale en Amérique latine, et, puissance émergente mondiale.

Pour son deuxième travail de recherche, elle choisit d'étudier un organisme africain, le Fonds Africain de Développement (organe de la Banque Africaine de Développement), de sa genèse jusqu'en 1984, et, de ce fait, d'analyser tous les enjeux politiques et économiques qui en découlent.

houlaiifat@hotmail.fr



TABLE DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS

BRICS : Brazil Russia India China South Africa
Embraer : Empresa Brasileira de Aeronautica
FHC : Fernando Henrique Cardoso
IBSA : India Brazil South Africa
IDE : Investissement Direct à l'Étranger
Mercosur : Mercado Común del Sur
MPLA : Mouvement Populaire de Libération de l'Angola
PNUD : Programme de Développement des Nations Unies
OMC : Organisation Mondiale du Commerce
ONU : Organisation des Nations Unies
UNILAB : Université fédérale de l'Intégration luso-afro-brésilienne

INTRODUCTION

«*Le Brésil a pris la décision politique de se retrouver avec le continent africain. Le Brésil n'a pas les moyens de payer sa dette à l'Afrique, qui lui a donné sa culture, sa façon d'être, une de ses couleurs. A Gorée, j'ai demandé pardon à l'Afrique. [...] L'Afrique est une priorité pour le Brésil. Je suis convaincu que leur coopération se développera de plus en plus.*» Lula Da Silva¹

Juillet 2010, Lula s'exprime en ces termes au Cap-Vert, pays lusophone, et, ancienne colonie portugaise, tout comme le Brésil. Le choix de ce pays pour prononcer un discours d'une telle importance est bien entendu symbolique : le Cap-Vert est l'État africain le plus proche du Brésil. A six mois de son départ définitif de la présidence, Lula décide d'effectuer une tournée d'adieu sur le continent africain qui le mènera donc au Cap-Vert, en Guinée équatoriale, au Kenya, en Tanzanie, en Zambie, et, enfin en Afrique du Sud. Ce choix n'est pas anodin puisqu'effectivement l'Afrique a occupé une place centrale dans la politique étrangère du Brésil sous ses mandats, et, pas seulement ! Notre étude nous amène à étudier la politique africaine du Brésil depuis la moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours.

Cette politique africaine du Brésil entre dans la stratégie diplomatique du gouvernement brésilien que nous allons analyser au cours de notre étude. L'intérêt du Brésil pour le continent africain a d'abord un fondement culturel, et, historique. Cependant, le véritable intérêt pour le Brésil en Afrique reste commercial.

Dans son ouvrage *Paix et guerre entre les nations*, Raymond Aron définit le système international de cette manière « l'ensemble constitué par des unités

politiques qui entretiennent les unes avec les autres des relations régulières, et, qui sont susceptibles d'être impliquées dans une guerre générale ² ». Les pays autrefois qualifiés de 'pays du Sud' occupent désormais une place nouvelle dans ce système international. Effectivement, comme nous l'avons mentionné auparavant, le principal intérêt en Afrique pour le Brésil reste le commerce. Cette place de choix, acquise grâce à ces échanges commerciaux, pousse le Brésil à réclamer davantage de poids décisionnel au sein des instances internationales. L'expression de 'pays émergents' désigne des pays à la croissance rapide, et, qui présentent de véritables opportunités d'investissements pour les firmes des pays riches. D'un point de vue politique ces pays se caractérisent par une relative stabilité institutionnelle. Après l'Asie, c'est en Amérique Latine que nous recensons le plus grand nombre de pays émergents : le Mexique, le Brésil, et, l'Argentine entre autres. Le Brésil de Lula, qui par sa politique étrangère à l'égard de l'Afrique, cherche à peser sur l'équilibre des puissances, illustre parfaitement cette reconfiguration.

Comment le rôle du Brésil en Afrique reflète la position de puissance mondiale de ce pays ? Afin de répondre à cette question, nous étudierons dans un premier temps, la manière dont le Brésil s'est érigé en grande puissance. Puis, nous nous intéresserons au poids des relations africano-brésiliennes.

LE BRÉSIL : UNE PUISSANCE INCONTOURNABLE DU SYSTÈME INTERNATIONAL

Un État capable de peser sur l'équilibre des puissances

1985. Après vingt et un an de régime militaire, la démocratie est rétablie au Brésil. La priorité est donc à la reconstruction politique : les ambitions diplomatiques, et, les rêves de grandeur ne sont pas à l'ordre du jour. D'un point de vue économique, la junte militaire laisse un pays endetté. Pourtant, moins d'une dizaine d'années plus tard le miracle brésilien a lieu. Faisant partie des puissances émergentes, le pays est devenu un acteur économique important des relations internationales. Comment le Brésil a réussi le passage de pays instable politiquement, et, économiquement, à puissance incontournable du système international en moins de vingt ans ? Le tournant s'effectue durant la dernière décennie du XXe siècle. Cette décennie est teintée d'espoir, tant d'un point de vue économique, que politique. Généralement, ne dit-on pas que seule la stabilité politique d'un pays peut amener à une relative stabilité économique ? Effectivement, nous

1. Extrait du discours de Lula Da Silva prononcé au Cap-Vert, en juillet 2010.

2. *Paix et guerre entre les nations*, chap. IV, 1962

constatons qu'économie, et, politique sont loin d'être deux sphères distinctes...

Le Brésil dispose d'une combinaison de caractéristiques qui font de ce pays une grande puissance : cinquième pays au monde en surface, et, en population, il fait partie des dix plus grandes économies de la planète³. Il affiche également un rôle prédominant dans le continent sud-américain, puisqu'il représente 40 % du territoire de la région, et, à peu près la moitié du PIB, et, de la population. Il est le plus grand pays du sous-continent : faisant quatre fois l'Argentine, il possède des frontières communes avec tous les États d'Amérique du Sud à l'exception du Chili, et, de l'Équateur. L'Argentine, et, le Brésil arrivent même à s'entendre, et, à être solidaires pour maintenir une certaine stabilité : en 1988 est signé un traité de libre-échange, premier pas vers la création avec l'Uruguay et le Paraguay du Mercosur (Mercado Común del Sur) par le traité d'Asunción de 1991.

Cette place acquise par le Brésil est due à l'action de deux présidents successifs issus de partis rivaux, et, de sensibilité politique différente, qui ont pourtant mené, depuis 1995, des politiques économiques de même inspiration. Il s'agit de Fernando Henrique Cardoso (FHC), et, de Luiz Inacio Lula Da Silva dit Lula. En 1993, FHC, alors ministre de l'Économie, met en place le « Plan Real ». Les résultats de sa politique économique furent aussi rapides qu'efficaces. Ainsi, en 1994, il se présente aux élections présidentielles qu'il remporte dès le premier tour. Il poursuit les politiques de rigueur budgétaire inspirées du Consensus de Washington⁴, jusqu'en 2002, année à laquelle Luis Inacio Lula Da Silva lui succède après deux mandats consécutifs. Premier président brésilien à n'avoir ni fait d'études, ni exercé de mandat exécutif, il est membre du Parti Travailleur, et, marque réellement le Brésil de son empreinte. Souvent considéré comme un « homme du peuple », ce leader charismatique promeut les alliances avec le Sud. En effet, il est notamment à l'initiative de la création du G-20 de 2003 qui est un groupe de pays en développement. Il cherche également à promouvoir les accords avec l'Afrique et les pays arabes. Depuis le milieu des années 90, le Brésil bénéficie donc d'une plus grande stabilité économique et financière. Cependant, l'économie brésilienne s'est également ressaisie

3. En 2011 Le Brésil est la sixième puissance économique mondiale devant l'Angleterre.

4. Il s'agit d'un corpus de mesures standard par les institutions siégeant à Washington (FMI et Banque Mondiale). Ce corpus s'adresse essentiellement aux Pays d'Amérique Latine qui sont en difficultés économiques.

rapidement de la crise de 2007, grâce à des mesures publiques prises en temps opportun.

Entre 2002, et, 2009, le commerce brésilien avec toutes les régions du monde a été multiplié : alors que les exportations brésiliennes à destination d'autres pays du Sud représentaient 40 % en 2002, en 2009 cette proportion a atteint les 58 %. Parmi les différentes régions concernées, l'Afrique est celle qui a connu la deuxième plus grande augmentation relative, avec une croissance de 361 % entre 2003, et, 2008. Dès le début du gouvernement Lula, si l'Amérique du Sud a été fixée comme LA priorité de la politique extérieure, l'Afrique a été souvent mise en avant comme la deuxième région sur laquelle les efforts de rapprochement doivent être concentrés, au même moment où d'autres puissances émergentes telles que la Chine, l'Inde, ou des pays à revenus moyens tels que la Turquie, les pays du Golfe, ou la Malaisie entamaient ou reprenaient également ce processus avec le continent africain.

B. Le développement des relations sud-sud

Fort de sa croissance économique vertigineuse, et, d'une démocratie stable, le Brésil cherche à développer des relations dites 'Sud-Sud' dans le système international notamment via les organismes internationaux. L'objectif étant de créer un bloc capable de peser sur l'équilibre des puissances.

Le Brésil s'est d'abord engagé au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). En premier lieu, le Brésil s'est positionné sur l'accès des pays pauvres aux médicaments. La grande majorité des pays touchés par la crise sanitaire doivent se tourner vers des producteurs étrangers, faute de pouvoir les fabriquer eux-mêmes. Le veto des États Unis, soucieux de protéger leur industrie pharmaceutique, avait empêché les États membres de s'entendre avant l'échéance de fin décembre 2002, sur ce sujet essentiel pour les pays du Sud. Le 30 août 2003, les 146 États membres signent un accord, après huit mois de blocage, qui autorise, l'importation de médicaments génériques par les pays pauvres, démunis d'industrie pharmaceutique. Encore une fois, le Brésil a été à l'origine de cette lutte, et, de cette victoire pour les pays du Sud, puisque c'est le ministre de la Santé, Roberto Serra, qui entame ce bras de fer avec les multinationales pharmaceutiques (et le soutien de l'Afrique du Sud). Ces victoires engrangées auprès de l'OMC concourent à accroître le capital politique international du Brésil et son affirmation face aux grandes puissances économiques. Ils ont également contribué à garantir à Brasilia, aux côtés de Washington, Bruxelles, et d'autres puissances émergentes, une place de premier plan à la table des négociations commerciales multilatérales

ainsi que comme interlocuteur dans la réflexion lancée en novembre 2008 sur la réforme du système économique mondial et des institutions internationales. Le rôle du Brésil à l'OMC a donc révélé au monde sa nouvelle pugnacité et les ambitions de sa diplomatie.

Autres systèmes multilatéraux, dans lesquels, le Brésil a toute sa place le groupe Inde-Brésil-Afrique du Sud (IBSA) et les BRICS (Brésil Russie Inde Chine Afrique du Sud). Dans ces derniers le Brésil s'affirme encore plus en faveur d'un nouvel ordre international plus représentatif. Depuis 2003, IBSA est un forum de dialogue réunissant, lors de sommets annuels de haut niveau, présidents, et, chefs de gouvernement. Effectivement, les ministres des affaires Étrangères de ces trois grands pays, se sont réunis à Brasilia en 2002, et, ont publié la « Déclaration de Brasilia » qui annonçait la formation de l'IBSA. Ce forum contient différents groupes de travail portant sur des thèmes tels que l'agriculture, la santé, les sciences ou les technologies. Il s'inscrit dans le cadre de la coopération Sud-Sud, afin de rééquilibrer le jeu des puissances mondiales. Le commerce bilatéral est passé de 659 millions de dollars en 2002 à 2,5 milliards dollars en 2008. Cette alliance politique basée sur une identité collective liée à la démocratie, et au statut de puissances émergentes, a pour objectif de développer la coopération trilatérale dans de nombreux domaines⁵. Le Fonds IBSA tente de mettre en œuvre divers projets de coopération à petite échelle dans des pays à faible revenu. Il a également servi pour la production de médicaments génériques contre le SIDA, et, la coopération triangulaire. Les trois puissances établissent des taux préférentiels entre elles, afin d'élever le flux de leurs échanges commerciaux de 4,6 à 10 milliards de dollars en 2007. Les trois pays tentent de lutter contre la faim : des sommes modestes, mais réelles, ont été fournies : 100 000 dollars chacun de la part du Brésil et de l'Inde, 50 000 dollars de l'Afrique du Sud. La gestion de ce fonds a été confiée au Programme de Développement des Nations Unies (PNUD). A l'occasion du quatrième sommet de l'IBSA (2010), Lula a déclaré souhaiter « des réponses solidaires à nos défis communs ». Au deuxième Sommet des BRICS (2010), Lula parle du rôle joué par les quatre États « dans la construction de ce nouvel ordre international plus juste représentatif et sûr ». Ce multilatéralisme n'a qu'un seul but : privilégier le Brésil pour la projection et l'affirmation de sa puissance.

5. Culture, environnement, tourisme, éducation, santé, énergie, transports aériens. Mais aussi, solidarité internationale avec la création du Fonds IBSA d'un budget modeste (3 millions de \$), destiné à financer des projets de développement agricole au Laos, en Haïti, ou en Guinée Bissau.

Afin de s'affirmer sur la scène internationale, le Brésil a désigné l'Afrique comme un partenaire privilégié. Néanmoins, les relations entre ce continent, et, cet État s'apparentent-elles réellement comme étant équitables ? Nous allons nous intéresser aux prémices de ces relations, étudier la politique africaine sous Lula, et, enfin, comprendre pourquoi le Brésil est si intéressé par l'Afrique

LES RELATIONS AFRIQUE/BRÉSIL : UN POIDS DANS L'ÉQUILIBRE DES PUISSANCES MONDIALES

Des débuts tâtonnants

Les rapports avec l'Afrique ne sont pas récents, puisqu'ils remontent à la fin des années 60. Néanmoins, il faudra attendre la période à cheval entre les années 70, et, 80 pour voir décoller les relations afro-brésiliennes. Les administrations militaires brésiliennes de Geisel (1974-1979), et, de Figueiredo (1979-1985) doteront le pays d'une politique africaine structurée, et, cohérente accompagnée d'objectifs, et, de moyens. Le « pragmatisme responsable » de Geisel implique ainsi de conserver la position du pays comme membre du bloc occidental dans un contexte de Guerre froide, tout en établissant des relations avec de multiples partenaires pour réaliser l'objectif principal de développement national. Ainsi, le nationalisme, et, le pragmatisme du régime autoritaire de droite anti-communiste créent des rapprochements '*contre-nature*', dont celui avec l'Angola : le Brésil fut en effet le premier État du bloc occidental à reconnaître l'indépendance de l'ex-colonie portugaise en 1975, malgré l'alignement du régime gouverné par le MPLA avec Moscou et La Havane. En 1973, le gouvernement brésilien vote en faveur de lois anticoloniales à l'ONU. De ce fait, dès juillet 1974, le Brésil reconnaît l'indépendance de la Guinée-Bissau, et, du Cap-Vert, avant que celles-ci ne soient acceptées par le Portugal. Cette période cédera la place à une période moins fertile s'étendant de la transition démocratique opérée à partir de 1985, jusqu'à l'administration Cardoso. Durant cette période le Brésil manque de consistance, d'ambition, et, de vision stratégique.

L'ère Lula : une vision stratégique pour l'Afrique

Toutefois, l'arrivée au pouvoir de Lula Da Silva permet de relancer les relations afro-brésiliennes. Celui-ci souhaite jouer pleinement la carte de la diversification des relations extérieures, et, miser plus fermement sur la coopération Sud-Sud. Il s'est rendu sur le continent 11 fois, et, a visité 27 pays en huit ans de pouvoir. Suite à une période de plus grande distance durant les

années 1990, le gouvernement Lula a considérablement augmenté l'intensité des échanges politiques et économiques avec le continent africain. Depuis 2003, le Brésil a ouvert ou ré-ouvert des ambassades dans 17 pays, atteignant ainsi un réseau total de 35 ambassades et deux consulats sur le continent⁶. En outre, depuis le pays a désormais des relations diplomatiques officielles avec tous les États du continent. De manière réciproque, 13 pays africains ont ouvert de nouvelles représentations diplomatiques au Brésil, amenant le chiffre total d'Ambassades africaines à Brasilia à 29⁷.

Au-delà des systèmes multilatéraux, le Brésil entretient des relations bilatérales avec le monde lusophone. Le Brésil n'hésite pas à supplanter l'ancienne puissance coloniale qu'est le Portugal dans ce domaine. De nombreuses coopérations (accueil d'universitaires entre autres), ont lieu avec les anciennes colonies portugaises en Afrique (Cap-Vert, Angola, Mozambique, Sao Tome et Principe, Guinée Bissau..). Ce continent a été l'objet de deux tournées du président Lula en novembre 2003, et, en août 2004. Conscient du poids de l'histoire et des liens de sang tissés entre ces peuples, Lula a réactivé les relations avec les pays africains lusophones, au premier rang desquels l'Angola pétrolier. Hors de l'Afrique lusophone, c'est à Abuja (Nigeria) qu'a été organisé le premier sommet Amérique du Sud-Afrique en novembre 2006. Le deuxième sommet a eu lieu du 23 au 27 septembre 2009 dans l'île de Margarita (Venezuela). Lula a encouragé Petrobras à nouer de nouveaux liens avec le géant nigérian (140 millions d'habitants, premier partenaire commercial du Brésil en Afrique). Dans le domaine de l'investissement, Petrobras, et, la compagnie minière Vale, sont en concurrence avec les entreprises chinoises pour l'exploitation des sols. En avril 2005, Lula a effectué son quatrième voyage en Afrique (Guinée-Bissau, Sénégal, Ghana, Nigéria, Cameroun), qui a permis de renforcer la coopération, de favoriser l'exportation de produits brésiliens vers de nouveaux marchés, et, d'obtenir des soutiens pour une candidature brésilienne pour un siège permanent à l'ONU. Pour le Brésil, l'Afrique fournit des marchés d'exportation, mais aussi la possibilité d'internationaliser la production de ses entreprises.

6. Le Brésil a ainsi plus d'ambassades sur le continent que le Royaume-Uni. Seuls les États-Unis la Chine et la France maintiennent des ambassades dans la quasi-totalité des pays du continent. Avant 2003, Cuba était encore le pays latino-américain disposant du plus grand réseau d'ambassades en Afrique.

7. Le Brésil devient ainsi le cinquième pays avec le plus grand nombre de représentations africaines sur son sol après les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Chine.

C. Pourquoi l'Afrique ?

Cette politique s'inscrit dans les efforts du Brésil pour être reconnu comme une puissance majeure, afin d'obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. De ce fait, l'Afrique se présente comme étant le partenaire idéal. Partenaire, car il ne faut pas sous-estimer l'importance de la volonté africaine dans ce renforcement des liens avec le Brésil. Des similitudes dans de nombreux secteurs permettent, en effet, des échanges certes commerciaux, mais aussi, techniques. Pour le Nigéria par exemple, les similitudes géologiques permettent de bénéficier des expériences brésiliennes dans le domaine de l'agriculture. Les relations africano-brésiliennes ne sont donc pas une voie à sens unique servant uniquement les intérêts de l'État sud-américain. L'influence de l'Afrique est d'ailleurs très présente dans la culture du Brésil, où presque 90 millions d'habitants ont des origines africaines.

Ces relations entre le Brésil et l'Afrique devraient encore s'intensifier dans les années à venir. Effectivement, face aux politiques d'austérité, et, à l'absence de perspectives de croissance en Europe, et, surtout au Portugal, le Brésil et les pays africains lusophones viennent chercher les uns chez les autres des marchés pour leurs entreprises, mais aussi, des opportunités pour les immigrants portugais qui espèrent désormais trouver des débouchés dans le reste du monde lusophone, où les perspectives de croissance paraissent plus favorables.

Depuis l'ère de Lula, les relations afro-brésiliennes s'intensifient : le commerce a quintuplé passant de 5 milliards de dollars en 2002, à 26 milliards en 2012. De plus, le corpus diplomatique brésilien est passé de 17 à 36 ambassades en Afrique. En Mai 2013, le 50^e anniversaire de l'Organisation de l'Unité Africaine est célébré à Addis Abeba. Durant cette cérémonie, le Brésil est le seul État non africain présent. Dilma Rousseff en profite pour annuler la dette de douze pays africains d'une valeur totale de neuf cents millions de dollars.

La présidente brésilienne a également accordé un crédit d'un milliard de dollars pour les chemins de fer en Éthiopie. La banque brésilienne de développement à accorder des lignes de crédit que ce soit pour la construction d'un aéroport au Mozambique, ou l'installation de systèmes de paiements électroniques dans les autobus sud-africains. De nombreuses coopérations existent notamment dans le domaine de la médecine tropicale développée par l'Institut Osvaldo Cruz, notamment avec le Mozambique. Le Brésil coopère également avec le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad, et, le Mali sur l'amélioration du coton. En tant que puissance agricole majeure, et, grand producteur-exporta-

teur d'éthanol dans le monde, le Brésil est convaincu de détenir le savoir-faire qui permettra à l'Afrique d'assurer sa 'révolution verte'. Dès lors, des agriculteurs africains sont accueillis régulièrement au Brésil pour suivre des formations qui leur permettront d'acquérir les techniques brésiliennes en matière d'exploitation des ressources agricoles. Par ailleurs, Brasilia a ouvert en 2007, au Ghana une antenne de l'Embrapa. Il s'agit d'une entreprise publique qui réalise de la recherche dans le secteur agricole. En se dotant d'un siège dans un pays africain, les autorités brésiliennes espèrent couvrir tout le continent.

Comme nous l'avons étudié, les liens tissés avec les pays africains sont aussi divers que variés, et vont de la diplomatie à l'économie, en passant par le commerce, ou, la coopération au développement. L'aspect culturel est également privilégié par le Brésil, tout d'abord, du fait que le Brésil compte le plus grand nombre de citoyens d'origine africaine hors du continent. La création de l'Université fédérale de l'Intégration luso-afro-brésilienne (Unilab) financée par le Brésil, permet la formation des élites africaines dans des domaines où l'Afrique est demandeuse, et, où le Brésil est compétent, à l'instar du développement agricole ou de l'agronomie. Le choix de la ville de Redenção, première ville brésilienne à avoir aboli l'esclavage, pour accueillir le siège de l'Unilab est symbolique, et, s'inscrit dans le sillage d'une 'dette historique' contractée par le Brésil pour avoir perpétué l'esclavage durant des siècles. Enfin, en Afrique, la culture brésilienne jouit déjà d'une certaine popularité due à l'intérêt croissant que suscite, notamment, sa musique, son football, et, ses feuilletons mélo. Afin de développer, et, consolider cet acquis, une station de télévision publique, TV Brasil Internacional, diffuse des programmes brésiliens en portugais dans 49 pays africains. Ces émissions doivent présenter le Brésil sous un jour favorable...

CONCLUSION

La place du Brésil en Afrique reflète réellement son statut de puissance mondiale. L'hyperactivité de la diplomatie brésilienne, étudiée tout au long de notre étude, n'a pour but d'obtenir pour son pays un siège de membre permanent au Conseil de sécurité, appelé à s'élargir. A l'instar d'autres pays émergents comme l'Afrique du Sud, et, l'Inde, le Brésil considère que le Conseil de sécurité de l'ONU ne reflète pas les réalités du monde d'aujourd'hui. Ce dernier, organe permanent de l'ONU, est la pièce maîtresse du système des Nations Unies. Il est investi de la responsabilité du maintien de la paix, et, de la sécurité dans le monde. Nés, il y a 60 ans l'ONU, et, le Conseil ne sont plus représentatifs des puissances du XXIe siècle (mais bien plus représentatifs des puissances d'après-guerre...). L'Afrique est représentée par cinquante-trois membres à l'ONU, d'où la volonté des autorités brésiliennes de présenter leur pays comme le « leader du Sud », et, le porte-parole des pays les plus faibles, en particulier en Afrique. Lula a su rassembler des alliés, et, se faire reconnaître comme le défenseur des pays du Sud. Dans cette même assemblée de l'ONU, en 2004, il tient un discours solennel sur la pauvreté en Afrique qui reçoit l'adhésion des présidents français, chilien, et espagnol. Se poser à la fois en leader des pays émergents, et, en défenseur des pauvres et des affamés dans le monde, voilà la ligne de la diplomatie brésilienne.

Du point de vue africain, cette relation avec le Brésil, permet au continent d'obtenir un rapport de coopération, et, non un rapport dominant/dominé comme cela a pu être précédemment avec d'autres régions.